

Choc démographique et choc des empires. Quel monde en 2050 ?

Bruno TERTRAIS

Choc démographique et choc des empires. Quel monde en 2050 ?

Bruno TERTRAIS

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 7

Choc démographique
et choc des empires.
Quel monde en 2050 ?

Bruno Tertrais

p. 13

Questions de la salle

p. 37

Les publications
de l'Institut Diderot

p. 55

Avant-propos

S'agissant du monde en 2050, puisque tel est le thème que nous nous sommes fixé pour l'année en cours, nous ne pouvions éviter l'approche démographique, si évidemment décisive. Aussi avons-nous invité, pour nous en parler, Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, conseiller géopolitique à l'Institut Montaigne et auteur de plusieurs livres, dont *Le choc démographique* (Odile Jacob, 2020) et *La guerre des mondes* (sous-titré « *Le retour de la géopolitique et le choc des empires* », L'Observatoire, 2023). La conjonction de ces deux titres nous offrant l'occasion de faire d'une pierre deux coups, nous avons demandé à notre invité de nous parler du monde en 2050 de deux points de vue différents mais liés : celui de ce qu'il appelle *le choc démographique* (avec d'autant plus de fiabilité que la démographie est l'une des rares sciences humaines ayant un pouvoir prédictif fort, en tout cas à l'horizon de quelques décennies), et celui d'un éventuel choc des empires (tout en sachant que le pouvoir prédictif de la géopolitique est beaucoup plus limité). Merci à lui d'avoir accepté cette double charge et, s'agissant de prospective, ce double risque.

Si je devais résumer d'une phrase l'effet que produit son exposé, et que je ne fus pas le seul à ressentir fortement, je dirais : un renversement démographique tout à fait étonnant, et moins rassurant qu'on ne pourrait le croire ; une continuité géopolitique certes incertaine mais moins inquiétante qu'on ne pouvait s'y attendre.

Commençant par la démographie, Bruno Tertrais souligne que la première décennie du XXI^e siècle « a constitué un véritable tournant dans l'histoire de l'humanité » : c'est la première fois, à l'échelle du monde, que les urbains sont plus nombreux que les ruraux, que les plus de 65 ans sont plus nombreux que les moins de 5 ans, et surtout que la « transition démographique » se généralise et s'accélère à ce point. L'indice de fécondité, qui était de 5 enfants par femme en 1960, « sera probablement de 2,1 dans quelques années », avant, selon toute vraisemblance, de continuer à décroître, au point que c'est désormais « l'implosion démographique » (c'est-à-dire une baisse de la population mondiale) qui menace, et non plus « l'explosion démographique » que l'on redoutait depuis des décennies. La première réaction, la plus spontanée, serait de s'en réjouir : on peut imaginer qu'une baisse de la population mondiale réduirait sensiblement quelques-uns de nos problèmes écologiques. Mais on peut aussi s'en inquiéter, non seulement d'un point de vue économique (ce sont les actifs qui produisent de la richesse et qui financent les retraites), mais aussi d'un point de vue démographique, voire existentiel, si ce mouvement de dépopulation perdure et s'accroît. Des démographes ont calculé qu'au rythme actuel le dernier Japonais ou

le dernier Sud-Coréen mourrait dans 700 ou 800 ans, et le dernier Italien ou le dernier Espagnol (voire le dernier Français, s'il n'y avait l'immigration) quelques siècles plus tard. Notre intervenant va jusqu'à parler d'un « trou noir démographique », expression certes métaphorique mais très forte, pour indiquer ce qu'il y a dans ce processus d'inédit (« la décroissance démographique est pour l'humanité un saut dans l'inconnu ») et de possiblement sans issue (un trou noir, en astrophysique, « on ne peut pas en sortir »). Moins on fait d'enfants, plus la population vieillit ; et plus la population vieillit, moins elle fait d'enfants. Si bien, conclut Bruno Tertrais, que nul ne peut savoir si cette « humanité décroissante » pourra un jour redevenir « une humanité croissante ». Ajoutons toutefois qu'on a tort de répéter à l'envie que « la démographie, c'est le destin » (la formule, souvent attribuée à Auguste Comte, semble être d'Alfred Sauvy). Rien, dans ce domaine, n'est absolument écrit à l'avance. Le contraire du destin, c'est l'action.

Ce renversement démographique n'en est pas moins en cours, quoique de façon très inégale selon les différentes régions du globe. Il a et aura de grandes conséquences, aussi bien économiques (on peut prévoir et un ralentissement de la croissance et un recul de la pauvreté) que géopolitiques. Bruno Tertrais, sur ce dernier point, est pourtant moins inquietant que beaucoup de ses collègues. Il note que « les évolutions démographiques prévisibles d'ici 2050 ne sont pas défavorables aux grandes puissances démocratiques », que la Chine « va vieillir avant de devenir riche » (en quoi il rejoint le récent exposé de Valérie

Niquet ¹⁾, et que nos éventuels adversaires « sont confrontés à des défis démographiques beaucoup plus importants que les nôtres » (c'est vrai spécialement de la Russie, qui vit « une tragédie démographique »). Il ajoute, contrairement à une idée répandue, que nous ne sommes pas, à l'échelle mondiale, « dans une augmentation majeure de la conflictualité », et prévoit que, d'ici 2050, nous vivrons sans doute encore dans ce qu'il appelle « la guerre tiède » entre, d'un côté, les pays démocratiques et libéraux (disons le Nord plutôt que l'Occident) et, de l'autre, des « puissances plutôt autoritaires, centrées sur l'espace eurasiatique ». Il prévoit enfin que l'émergence des quatre « néo-empires » (Chine, Russie, Iran, Turquie) restera une donnée structurante de l'espace planétaire, sans toutefois abolir ni remplacer la « compétition sino-américaine », qui restera « l'axe déterminant des relations internationales ».

Notre orateur eut l'occasion, durant le débat, de préciser bien des points, que ce soit sur la démographie française, la situation des États-Unis, le rôle de l'Europe, l'influence des religions, l'espérance de vie, l'exode rural ou la probabilité (plus faible que durant les deux derniers siècles, mais « plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a quinze ans ») d'une guerre entre grandes puissances. Avec, en passant, ce message qu'on peut trouver quelque peu rassurant ou consolant : une population qui vieillit fait moins d'enfants mais aussi, ordinairement, moins de guerres (« les sociétés vieillissantes sont plus pacifiques que les sociétés plus jeunes »).

1. Valérie Niquet, *L'Asie en 2050*, Paris, Institut Diderot, 2024.

Quittant l'Institut Diderot, ce jour-là, je me disais que nous sommes passés, d'un point de vue démographique et à long terme, d'une inquiétude à une autre (de la crainte de la surpopulation à celle de la dépopulation), sans cesser, d'un point de vue géopolitique et à plus court terme, de redouter le pire, toutefois moins probable que certains ne l'annoncent. Merci à Bruno Tertrais pour cette leçon de lucidité, de vigilance et, malgré tout, de confiance. C'est où la prospective atteint ses limites, qui ne la rendent que plus utile. L'histoire n'est pas écrite. Elle est à faire.

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

Choc démographique et choc des empires. Quel monde en 2050 ?

Je remercie l'Institut Diderot de me permettre de tisser des fils, des liens entre deux domaines qui me sont chers et sur lesquels je travaille, la démographie politique d'une part, la géopolitique d'autre part, le premier domaine déterminant pour partie – mais pour partie seulement – le second.

La démographie est un domaine assez prévisible, et l'horizon proposé par l'Institut Diderot permet de dessiner avec une probabilité assez forte ce que sera le paysage de la population mondiale à ce moment. Je commencerai par un bref rappel de ce que j'appelle « les chocs démographiques » de ces dernières années.

En effet, la première décennie de notre siècle a constitué un véritable tournant dans l'histoire de l'humanité :

- depuis 2007, les urbains sont plus nombreux que les ruraux ;
- depuis 2010, les plus de 65 ans sont plus nombreux que les moins de cinq ans ;

-
- depuis 2015, l'Europe est entrée en dépopulation : sa croissance naturelle est désormais négative.

Les choses s'accroissent depuis deux ans. Quatre évolutions notables se sont produites :

- la population mondiale a passé le cap des 8 milliards d'habitants ;
- l'Inde est devenue le premier pays au monde par le nombre ;
- la Chine a entamé son déclin démographique, et l'âge médian des Chinois dépasse pour la première fois celui des Américains ;
- enfin, pour la première fois, 4 milliards d'habitants, la moitié de la population mondiale, sont considérés comme des « consommateurs » au sens économique du terme, c'est-à-dire qui, par convention, bénéficient d'un revenu d'au moins 12 USD par jour.

D'autre part, bientôt, d'ici quelques années, la moyenne mondiale de la fécondité va atteindre le seuil de renouvellement, c'est-à-dire à peine supérieur à 2, ce qui signifie qu'à partir de ce moment, la population mondiale ne peut que se reproduire et n'augmentera plus numériquement. Au début des années 1960, l'indice de fécondité était de 5 enfants par femme. Il est aujourd'hui de 2,2 et il sera probablement de 2,1 d'ici quelques années. Selon la dernière projection médiane de l'ONU, qui date de 2024, l'Inde comptera en 2050 1,6 milliard d'habitants, la Chine 1,2 milliard, mais les États-Unis resteront le troisième pays au monde avec 380 millions. Ils seront suivis des trois géants : le Pakistan (371 millions),

le Nigéria (359 millions) et l'Indonésie (320 millions). La France, par comparaison, comptera 68 millions d'habitants. D'ici 2050, la moitié de l'accroissement de la population mondiale sera le fait de huit pays seulement, cinq pays d'Afrique (le Nigéria, la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Éthiopie et la Tanzanie) et trois d'Asie du Sud (l'Inde, le Pakistan et les Philippines). Mais le plus important, sans doute, c'est qu'à cet horizon le pic de la population mondiale commencera à se dessiner. On en parle beaucoup depuis quelques années. L'explosion démographique qui était un thème que nombre d'entre nous avons connu il y a une trentaine d'années, n'est plus à l'ordre du jour. Ce dont il est question maintenant c'est l'implosion démographique. La baisse de la population mondiale est un sujet qui va attirer de plus en plus l'attention. En effet, la baisse de la fécondité au niveau mondial s'accélère depuis 2015. Près de deux tiers des habitants de la planète vivent aujourd'hui dans des régions où la fécondité n'atteint pas le seuil de renouvellement des générations, qui est d'à peu près 2,1. Les zones de très haute fécondité sont de plus en plus restreintes : il ne reste que le Sahel et la région subsaharienne. Le Niger détient encore le record du monde avec 6,7 enfants par femme, mais là aussi l'indice de fécondité commence à baisser rapidement. Il en va de même dans la Corne de l'Afrique et dans l'Afrique centrale où l'indice de fécondité est encore supérieur à 5. Ce sont aussi, et ce n'est pas une coïncidence, les zones les moins modernes, celles où l'accès à l'électricité, par exemple, est le plus déficient. Il y a en effet une corrélation très forte entre la modernisation des sociétés et la baisse de la fécondité.

Ce qui signifie qu'en 2050, on pourrait s'approcher du pic de la population mondiale. Ce n'est pas une certitude. Mais les études sont de plus en plus fines parce qu'elles prennent en compte des scénarios socio-économiques et pas seulement les dynamiques démographiques. La plupart des études ne voient ce pic que dans les années 2060, 2070 ou 2080. Ainsi, la dernière projection médiane de l'ONU voit la population mondiale culminer dans les années 2080 avec 10,3 milliards d'habitants ². Toutefois, une estimation plus fine, faite en 2023 par la Global Challenges Foundation à partir d'hypothèses socio-économiques, estime, dans l'un de ses scénarios, que le pic de la population mondiale pourrait arriver dès 2046 avec 9 milliards, et, dans un autre scénario, peut-être dès 2040, avec 8,5 milliards ³. L'explosion démographique est bel et bien terminée. C'est le fruit de la modernisation rapide des sociétés, avec son corollaire, l'urbanisation de la population. Au début du XXI^e siècle, moins de la moitié de la population mondiale vivait en zone urbaine. En 2050, ce sera les deux tiers. Cela se traduira notamment par une croissance vertigineuse des mégalo-poles asiatiques et africaines, dont celles situées en zone côtière qui devront s'adapter à la montée du niveau de la mer. Celle-ci frappera notamment les zones d'urbanisation excessive et anarchique, avec pour conséquence l'affaissement de ces villes, un phénomène que l'on appelle la « subsidence ». Autrement dit, le problème sera

2. <https://www.un.org/development/desa/pd/world-population-prospects-2024>

3. <https://globalchallenges.org/app/uploads/2023/06/E4APopulationReport-Mar2023-v1.1-1.pdf>

autant la « baisse du niveau de la terre » que la « hausse du niveau de la mer ».

Désormais, le risque est celui d'une « implosion » de la population mondiale à la fin du siècle. En d'autres termes, serons-nous « assez nombreux » à la fin du XXI^e siècle ? Assez nombreux pour quoi ? On peut avoir un débat sur le sujet, mais en tout cas la question en termes de démographie politique est inversée par rapport à ce qu'elle était il y a trente ou quarante ans. C'est surtout vrai pour l'espace eurasiatique, qui vit une véritable crise démographique, de la Bretagne au Kamtchatka. C'est le cas en Asie de l'Est en particulier. Le Japon perd une personne par minute. En Chine, le taux de fécondité est tombé à 1,1 selon les chiffres officiels, mais certains démographes chinois le situent à 1. En Corée du Sud, c'est 0,7, record mondial.

Les causes de cette chute rapide de la fécondité sont les mêmes un peu partout. Il y a les facteurs matériels : en ville on a moins besoin de bras, moins besoin d'enfants pour assurer ses vieux jours, et puis la vie en zone urbaine est plus coûteuse. Les femmes peuvent choisir plus librement leur destin, le fait de travailler ou non et le nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir. N'oublions pas que l'éducation des filles est le plus efficace levier de développement ! La question des crèches et des gardes, et celle du prix de l'immobilier, sont encore plus prégnantes en Asie de l'Est qu'en Europe. Mais l'Asie de l'Est se caractérise aussi par deux tabous qui expliquent une plus forte baisse de l'indice de fécondité : celui de l'immigration,

qui empêche un afflux de populations jeunes, et celui des naissances hors mariage.

La Russie vit elle aussi une tragédie démographique. Elle devrait perdre 7 à 8 millions d'habitants d'ici 2050, malgré les annexions de territoires et les enlèvements d'enfants. Mais ce sera sans doute plus encore du fait des séquelles directes et indirectes de la guerre d'Ukraine, qui se feront longtemps sentir. Je rappelle qu'à ce stade, le nombre de soldats russes tués atteint déjà au moins 100 000 et le nombre de blessés 200 000. Et ce sont des estimations conservatrices.

De la Bulgarie au Japon, on trouve maintenant de plus en plus de zones rurales abandonnées et quasi désertes. Ou alors peuplées seulement de quelques personnes âgées. Car du fait de la chute de la fécondité et de l'allongement de la durée de vie, le vieillissement de la population mondiale est une tendance lourde. En 2050, en Corée du Sud et au Japon, 40 % des foyers ne compteront qu'une seule personne. D'ailleurs, si l'on en croit une simulation faite en 2014 par l'Assemblée nationale de Séoul, la Corée du Sud, avec un taux de fécondité de 1,2 et sans immigration, disparaîtrait totalement en 2750...

La décroissance démographique a un impact direct sur l'économie du fait de la réduction de la population active et, le cas échéant, de la dégradation du ratio entre « actifs » et « dépendants ». Plusieurs pays développés vont perdre plus de 20 % de leur population active d'ici 2050 : la Corée du Sud, mais aussi l'Espagne, le Japon, la Pologne

et la Chine. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour leurs économies. L'Europe, qui est déjà en dépopulation, devrait entrer en « dépeuplement » à partir de 2026. La « dépopulation » se rapporte à la croissance naturelle, le solde naturel de la population, le « dépeuplement » prend également en compte les flux migratoires. L'Europe devrait compter environ 448 millions d'habitants en 2050... comme en 2022. L'Afrique sera quatre fois plus peuplée que l'Europe alors que ces deux continents avaient la même population en 1960. Seules l'Irlande et la Suède connaîtront une croissance démographique importante si elles maintiennent leur immigration au niveau actuel.

Les pays d'Europe orientale et méridionale connaissent déjà ce que j'appelle « une triple peine démographique » : une forte mortalité, une faible natalité et une forte émigration. Avec pour conséquence une situation « d'insécurité démographique » : alors que, théoriquement, ces pays devraient accueillir favorablement l'immigration pour renouveler leur force de travail, ils la rejettent par peur de ce que l'on appelle parfois le « remplacement ». C'est d'ailleurs à mon sens l'une des raisons majeures du vote populiste.

Je n'ai pas encore parlé, justement, des migrations. Il faut distinguer les mouvements migratoires de fond, assez prévisibles, des mouvements migratoires causés par les catastrophes, surtout par les guerres, qui sont, eux, par nature imprévisibles. La proportion de migrants dans le

monde ne s'accroît que lentement – par convention, un « migrant » c'est quelqu'un qui quitte son pays de naissance pour vivre plus de douze mois dans un pays étranger. En 2020, selon l'ONU – ce sont les derniers chiffres disponibles – nous avons 281 millions de migrants dans le monde, soit 3,6 % de la population mondiale, pour les deux tiers des migrants « de travail ». C'était 2,3 % en 1970. Une augmentation significative, mais pas exceptionnelle. Il y a 5 à 6 millions de nouveaux migrants par an vers les pays de l'OCDE.

Quid des migrations dites climatiques, un sujet à la mode ? Il convient d'aborder cette question avec une grande prudence. Les rapports du GIEC contestent, en effet, la pertinence même de cette notion, à savoir l'existence de flux migratoires importants causés principalement par le changement climatique. Il s'agit plutôt de « déplacés » dans leur propre pays, que l'on peut qualifier de déplacés « environnementaux », car les mouvements internes sont souvent liés à des désastres locaux qui ne sont pas forcément causés par le changement climatique. Les chiffres que l'on voit ici et là ne sont pas toujours significatifs. Certaines statistiques prennent en compte les personnes qui vivent à 100 mètres des côtes, et font des estimations concernant le nombre de personnes qui devront se déplacer en fonction de l'élévation du niveau de la mer. C'est un calcul trop simpliste et qui ne prend pas en compte les mesures de mitigation qui peuvent être prises dans les 25 prochaines années. Par conséquent, prudence pour ce qui est des déplacements climatiques. Il y aura des déplacements de population,

c'est une évidence, il y aura des adaptations aussi, mais les migrations climatiques au sens premier, c'est-à-dire des flux de population importants causés principalement par le réchauffement climatique, c'est une notion qui reste contestable même pour le GIEC. La Banque mondiale évoque le chiffre de 216 millions de déplacés dans leur propre pays en 2050, notamment en Afrique subsaharienne avec 86 millions⁴. Mais de tels déplacements sont souvent réversibles.

Quels impacts ces évolutions démographiques sont-elles susceptibles d'avoir sur la géopolitique mondiale à l'horizon du milieu du siècle?

Elles auront au moins quatre impacts. Premièrement, pour la plupart des économistes, en 2050 il y aura une croissance économique structurellement plus faible qu'aujourd'hui, sans doute de l'ordre de 1 à 2 % au niveau mondial. Deuxièmement, un rééquilibrage entre pays développés et économies émergentes, qui a déjà commencé. À l'horizon 2050, ces dernières représenteront 60 % du PIB mondial nominal – contre 50 % aujourd'hui. Le Japon, l'Italie et l'Allemagne sont particulièrement susceptibles d'être affaiblis. La poursuite du développement, qui va de pair avec la décroissance de la population mondiale, signifie aussi la possibilité d'une disparition presque complète de la très grande pauvreté, mesurée par convention comme se rapportant à des personnes dont le revenu est inférieur à l'équivalent de

4. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36248>

2,15 dollars américains par jour. Cela signifie aussi qu'à cet horizon, les migrations de travail diminueront. On peut donc s'attendre, à ce moment-là seulement, à une stabilisation du ratio migratoire. Troisièmement, moins d'émissions de gaz à effet de serre (même si cela sera peut-être davantage par personne). Si les pays se développent et que la population se stabilise, les émissions de gaz à effet de serre vont mécaniquement augmenter. Méfions-nous énormément d'un autre sujet faisant le titre de nombreux articles, qui consiste à dire que faire moins d'enfants c'est bon pour la planète. Là encore, ce sont des calculs de coin de table : ils consistent à prendre un enfant puis ses descendants hypothétiques puis les descendants hypothétiques de ces descendants et vous calculez les émissions de gaz à effet de serre probables non seulement de ces enfants, mais de la moitié de chacun de ces descendants, d'un quart de chacun des descendants de ces descendants et ainsi de suite. Autant vous dire que je ne suis pas convaincu de la pertinence de ces calculs. Quatrièmement enfin, nos sociétés seront peut-être plus pacifiques, les sociétés vieillissantes ayant tendance à être plus pacifiques que les sociétés plus jeunes.

Quelques aspects régionaux à souligner. Parler de « la ruée de l'Afrique vers l'Europe », comme l'a fait il y a quelques années un ouvrage à succès, est très excessif⁵. Les chiffres mentionnés par l'auteur sont totalement fantaisistes. Très bien écrit par quelqu'un qui connaît très bien l'Afrique,

5. Stephen Smith, *La Ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent*, Paris, Grasset, 2018.

Stephen Smith, cet ouvrage s'appuie sur des chiffres aberrants. Certes, l'accroissement du revenu par habitant a pour résultat dans un premier temps d'intensifier l'émigration. Ce n'est pas la pauvreté qui fait migrer loin, mais l'enrichissement. Plus on va loin, plus on doit disposer du pécule nécessaire. Dans un second temps, le développement réduit la propension à l'émigration. Mais le scénario proposé par cet ouvrage selon lequel, je cite, « 150 millions [d'Africains] vont embarquer pour l'Europe d'ici à 2050 » est absurde. L'Europe compte aujourd'hui un peu moins de 10 millions d'immigrés en provenance d'un pays africain, dont la moitié du Maghreb. Difficile d'imaginer que ce nombre serait multiplié par quinze dans les trente années à venir, alors que les projections de l'ONU indiquent une migration nette totale vers l'Europe de 30 millions entre 2015 et 2050. Le scénario de « la ruée vers l'Europe », qui suppose que d'ici à 2050 4 à 5 millions d'Africains se présenteraient chaque année aux portes du Vieux Continent, qu'ils y entreraient et s'y installeraient dans la durée, me semble peu crédible. Le scénario proposé par l'Union européenne, selon lequel l'immigration africaine vers l'Europe représenterait en 2050 entre 800 000 et 1 million de personnes par an – soit le double de ce qu'elle est actuellement – me paraît plus crédible, sachant que cela ne représente que la moitié du flux annuel de ressortissants non-UE entrant aujourd'hui dans les pays de l'Union.

Toujours en Afrique subsaharienne, la modification de la pyramide des âges pourrait conduire à un apaisement des tensions. Je disais que les sociétés vieillissantes sont plus

pacifiques que les sociétés plus jeunes, et dans l'Afrique subsaharienne on constate un lien très fort entre l'instabilité, les conflits internes et la violence politique, d'une part, et, de l'autre, la forme de la pyramide des âges. Le lien est plus complexe, certes, mais on peut supposer que dans la mesure où il est statistiquement robuste, le vieillissement des sociétés africaines – je me concentre sur l'Afrique parce que depuis 30 ans c'est là qu'il y a le plus grand nombre de guerres civiles et de conflits internes – peut indiquer une tendance positive, à confirmer toutefois en fonction des effets du changement climatique sur les déplacements locaux de population.

L'évolution démographique du Proche-Orient est elle aussi extrêmement intéressante. Ce n'est plus la même qu'il y a 30 ans. Il y a 30 ans, Israël craignait la vigueur démographique des populations arabes, or les choses sont en train de s'inverser. L'évolution démographique est désormais favorable à Israël. En effet, la croissance de la population juive est une exception dans les pays développés. Alors que celle des populations arabes de la région ralentit. La crainte d'il y a 30 ou 40 ans de la « submersion d'Israël » n'a plus lieu d'être. C'est au contraire dans les territoires palestiniens que l'on craint l'expansion démographique des « haredim », la population israélienne ultra-orthodoxe.

Il est par ailleurs possible que la peur du déclin suscite en Russie et en Chine un surcroît d'agressivité territoriale dans le but d'accroître la taille de leur population. Moscou procède dans son voisinage à ce que j'appelle des

« opérations d'ingénierie démographique » : l'annexion de territoires permet d'accroître par décret la population de plusieurs millions, sans parler de l'enlèvement de dizaines de milliers d'enfants. La Chine populaire pratique, elle, une politique de limitation forcée des naissances chez les Ouïghours, qui ont le triple défaut, du point de vue du Parti communiste chinois, de ne pas être tout à fait chinois, d'être musulmans et de ne pas vouloir se soumettre à Pékin.

Avant d'aborder les équilibres géopolitiques de manière plus générale, je voudrais souligner que, globalement, les évolutions démographiques prévisibles d'ici 2050 ne sont pas défavorables aux grandes puissances démocratiques. La Chine, comme on le dit souvent, va « vieillir avant de devenir riche ». Elle ne pourra pas être un nouveau Japon. À la fin de la décennie 2040, le poids des retraites – dont le montant est pourtant faible dans ce pays – sera supérieur à 20 % de son PIB. Si la firme Goldman Sachs voit encore Pékin dépasser Washington en PIB nominal dès 2035, de plus en plus de projections économiques affirment que, du fait de sa décroissance démographique rapide, la Chine ne deviendra jamais la première puissance mondiale, en tout cas en termes de PIB nominal. La Russie, pour sa part, n'aura pas les moyens de demeurer une très grande puissance, même si elle continuera de bénéficier de l'immigration en provenance d'Asie centrale.

L'Inde, contrairement à la Chine, sera en pleine période d'exploitation de ce que l'on appelle « le dividende démo-

graphique », cette période de quelques dizaines d'années pendant laquelle un pays bénéficie d'un ratio de dépendance favorable : beaucoup d'actifs, peu d'inactifs. Toutefois, elle ne pourra sans doute pas remplacer la Chine comme « atelier du monde » : pour les 10 ans qui viennent, les infrastructures ne sont pas suffisantes et l'éducation reste défaillante dans trop de régions indiennes. D'autres pays d'Asie semblent plus à même de prendre cette place d'« atelier du monde » d'ici 2045. L'Indonésie sera très probablement un grand pays émergent et démocratique.

Les États-Unis, enfin, continueront de bénéficier d'un relatif dynamisme démographique, en tout cas pour un pays très développé, ce qui est positif pour son avenir. Rappelons que l'Amérique reste de loin la destination la plus attractive du monde pour l'immigration. Elle a ses propres faiblesses, bien sûr, mais ne croyez pas les prophètes de malheur – suivez mon regard – qui font du taux américain de mortalité infantile – il est vrai, élevé pour un pays développé – l'indicateur d'un déclin inéluctable. Je fais référence à un ouvrage qui semble jouir d'un certain succès en dépit des qualités de démographe de l'auteur dont je mets en cause surtout les analyses politiques ⁶. En soi, la mortalité infantile ne peut pas être prise en compte comme un indicateur déterminant d'un déclin à long terme.

6. Emmanuel Todd, *La Défaite de l'Occident*, Paris, Gallimard, 2024.

En résumé, il y a un paradoxe ou un contraste qui se dessine pour 2050, avec un monde occidental moins dominant que par le passé sur le plan économique, mais dont les adversaires sont confrontés à des défis démographiques beaucoup plus importants. C'est pour cela que je préfère parler « d'épreuve de faiblesse » plutôt que « d'épreuve de force » entre grandes puissances. Or au bout du compte, il est possible que les faiblesses des pays plutôt démocratiques soient moins importantes que celles des pays autoritaires.

Au-delà des quasi-certitudes démographiques, qui ne déterminent pas tout, que peut-on dire des évolutions géopolitiques d'ici 2050 ? La géopolitique est par essence peu prévisible – mais on peut tout de même tracer quelques lignes de force et dégager quelques hypothèses. Disons d'emblée ce à quoi je ne crois pas.

Je ne crois pas que nous soyons nécessairement dans une « période de transition », expression qui relève d'une certaine facilité intellectuelle et qui suggère que nous sortons d'un ordre stable pour passer à un autre ordre stable. « L'impression de stabilité est presque toujours rétrospective », disait à juste titre Raymond Aron. On a toujours l'impression que l'on quitte un monde plus stable, mais je ne suis pas sûr que dans 10, 20 ou 25 ans le monde sera beaucoup plus stable qu'aujourd'hui. L'idée d'une « période de transition » n'est pas une hypothèse très féconde.

Je ne crois pas non plus que nous soyons dans un monde moins stable, moins prévisible et plus dangereux qu'il y

a une quinzaine d'années. Le nombre de conflits armés n'est pas en augmentation significative, et la grande guerre classique entre États, que nous voyons en Ukraine aujourd'hui, reste exceptionnelle. Le conflit qui a fait le plus de morts ces dernières années – et dont on ne parle jamais – est une guerre civile, celle du Tigré⁷. Méfions-nous des illusions optiques qui nous donnent le sentiment d'un « retour à la guerre ». Depuis le début de ma carrière, j'ai observé quatre ou cinq fois ce sentiment. Ce qui a changé pour nous Européens, c'est que nous avons désormais dans notre entourage quatre zones affectées par des crises majeures : l'Ukraine, bien sûr, mais aussi le Caucase, le Proche-Orient et le Sahel. Mais ce n'est un changement que pour nous, Européens. À l'échelle mondiale, nous ne sommes pas dans une augmentation majeure de la conflictualité.

Au milieu des années 2040, le système international fêtera son centenaire. Le système – ou l'ordre – international, c'est un ensemble de normes et d'institutions telles l'ONU, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, ou encore l'OTAN. Ce sont aussi des normes, dont, à mon sens, la plus importante est sans doute celle du non-emploi des armes nucléaires depuis 1945.

En 2050, les grands traumatismes fondateurs de l'après-guerre auront, eux aussi, cent ans. Je parle de la partition, en 1947, de l'Empire britannique entre l'Inde et le

7. Cette région du nord de l'Éthiopie a connu deux ans de guerre sanglante (2020-2022) contre le pouvoir fédéral d'Addis-Abeba, faisant 600 000 morts, selon l'Union africaine (UA).

Pakistan, de la création d'Israël et de la Nakba arabe en 1948, de l'établissement, la même année, des deux Corées, mais aussi de la fondation de la République populaire de Chine et de la séparation avec Taiwan en 1949.

Cela veut dire que si, en 2050, le monde sera encore celui établi par les événements des années 1945-1950, ce serait quelque chose de tout à fait exceptionnel à l'échelle de l'histoire des derniers siècles. Cela veut dire qu'il y aurait eu une période de stabilité, d'hystérésis des zones de crise assez unique à l'échelle de l'histoire mondiale. Pour ma part, je serais étonné que l'on soit en 2050 dans le même ordre international qu'en 1950. Aujourd'hui, les institutions qui sont les piliers de l'ordre international sont affaiblies par le jeu des grandes puissances : les États-Unis et la Chine pour l'Organisation mondiale du commerce, la Chine pour l'Organisation mondiale de la santé, la Russie pour l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Le FMI et la Banque mondiale n'ont pas été suffisamment réformés pour tenir compte de l'émergence économique des nouvelles puissances. En parallèle, la Chine s'est affirmée comme concurrent de ces pays en étant prêteur, en dernier ressort, de nombreux pays en développement. Donc prudence. Je ne dis pas que cette stabilité sur un siècle du système international ne peut se reproduire, je dis simplement que ce scénario serait exceptionnel dans l'histoire des derniers siècles.

La prospective doit aussi prendre en compte la possibilité d'ici là d'un accident stratégique important, tels un conflit majeur entre deux grandes puissances, un emploi

de l'arme nucléaire, la rupture du lien sécuritaire transatlantique par une présidence américaine nationaliste – thème très présent dans les déclarations de Donald Trump –, l'effondrement de l'un des piliers de l'ordre international – par exemple le retrait d'un membre important de l'ONU – ou encore l'implosion d'un grand pays comme la Russie, le Pakistan, ou alors de la Corée du Nord. À défaut d'un de ces accidents stratégiques majeurs, que peut-on dire de la géopolitique à l'horizon 2050 ?

Je l'ai dit : sur le plan économique, sans adopter un déterminisme excessif, compte tenu de la tendance à la baisse de la population active, il est à supposer que la croissance mondiale sera structurellement réduite. Selon Goldman Sachs, en 2050, les économies les plus importantes seront, dans l'ordre, la Chine, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie et l'Allemagne. D'autres projections donnent l'Allemagne ou le Japon au quatrième ou cinquième rang.

La course aux énergies renouvelables et aux matériaux critiques battra son plein. Il nous faudra dix à quinze fois plus de lithium, de nickel, de graphite et de néodyme qu'en 2022, sans que ce soit nécessairement un problème de rareté. La consommation d'électricité aura sans doute doublé d'ici 2050. Aujourd'hui, les renouvelables ne représentent que 15 % de la consommation totale d'énergie dans le monde. L'Agence internationale de l'énergie estime que celle-ci sera de 33 % en 2050. L'administration américaine est moins optimiste : pour elle, ce sera 25 % seulement. Dans tous les cas, nous

ne serons pas au 100 % avant au moins un siècle, selon l'Agence internationale de l'énergie, voire deux selon les États-Unis. La place prise par les énergies renouvelables est un vrai changement, mais au niveau de la consommation mondiale, en 2050, nous serons encore très loin du 100 %.

Nous vivons sans doute encore dans ce que j'appelle « la guerre tiède » entre deux familles de pays, entre deux « mondes ». D'un côté, une famille plutôt démocratique et libérale, centrée sur la puissance maritime de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de l'Océanie. De l'autre, une famille de puissances plutôt autoritaires, centrées sur l'espace eurasiatique : la Russie, l'Iran, la Chine, la Corée du Nord – soit les quatre pays « à l'œuvre » en Ukraine à des degrés divers.

L'émergence de ce que j'appelle les quatre « néo-empires » est une donnée structurante de l'espace international. La Chine, la Russie, l'Iran et la Turquie, chacun à sa manière, obéissent à une logique néo-impériale et cherchent à la fois prendre leur revanche contre l'Occident et à étendre leur influence et parfois leur territoire aussi sur terre et sur mer. Ils ont des stratégies d'« entrisme » dans les organisations internationales pour saper délibérément les normes issues du libéralisme et de l'universalisme. Cette guerre des mondes est aussi une guerre idéologique.

Il y a sept ou huit ans, dans un séminaire de prospective pour le compte du Pentagone, j'avais posé à un aréopage d'experts américains la question suivante : pouvons-nous imaginer pour les trente années à venir un autre thème,

un autre axe fédérateur, un autre scénario structurant de la géopolitique mondiale que celui de la rivalité sino-américaine? La réponse avait été négative. Par défaut, sauf accident majeur, la compétition sino-américaine sera encore en 2050 l'axe déterminant des relations internationales. Cette rivalité nous fait croire qu'il y a peu de chances de voir une reprise de la mondialisation, qui a connu son pic à la fin des années 2000. La question est : quel sera le degré de fragmentation du monde, même si je ne crois pas au renversement total de la mondialisation : les liens de dépendance sont beaucoup trop forts. Cette compétition à la fois idéologique, politique, économique et militaire dominera donc probablement les vingt-cinq prochaines années. Elle reproduit certains des codes de la Guerre froide, mais avec quatre différences.

La première est que l'Amérique et la Chine font jeu égal sur le plan économique. La deuxième est celle de l'interdépendance qui existera pour longtemps entre l'Occident et la Chine, même si en 2050 elle sera beaucoup moins importante. La troisième est la différence civilisationnelle entre le monde américain et le monde chinois, certainement plus forte que celle qui existait entre l'Amérique et l'Union soviétique, même si déjà à l'époque on se demandait si les Soviétiques étaient « des gens comme nous », si on avait vraiment un référentiel commun à même de nous permettre de nous comprendre. Il ne fait pas de doute que le monde chinois est plus différent du monde américain que ne l'était le monde soviétique. Le risque d'incompréhension mutuelle, de défaut de communication est probablement plus élevé entre Washington et Pékin qu'il ne

l'était, à l'époque de la Guerre froide, entre Washington et Moscou. La quatrième différence est l'asymétrie des ensembles. On peut dire qu'il existe un Occident militaire – celui du système d'alliances américaines – et un Occident politico-économique – les pays de l'OCDE – mais il n'existe pas un équivalent du côté eurasiatique. Pékin bénéficiera sur le long terme d'un allié politique solide, la Russie, condamnée désormais à être le partenaire mineur du couple – ce n'était pas le cas durant la Guerre froide. La séparation entre la Russie et l'Europe est un événement de nature historique, qui clôt un cycle de quatre siècles, ouvert en 1709 avec la victoire de la Russie sur la Suède qui marque l'entrée de la Russie en Europe. Avec la perte de l'Ukraine, Moscou renoue avec ses racines asiatiques. Son destin est peut-être celui que présageait l'opposant russe Boris Nemtsov il y a une quinzaine d'années : devenir « une colonie minière de la Chine ».

Je le redis : nous ne devons pas sous-estimer les atouts du monde occidental et de l'Amérique en particulier dans cette compétition : une situation géographique favorable, un dynamisme démographique plus important, une langue de circulation mondiale et une monnaie sans véritable concurrent, une capacité d'invention et d'adaptation sans égal, un réseau d'alliances et de bases qui n'a pas d'équivalent et une expérience militaire sans commune mesure avec celle d'un pays comme la Chine, qui ne s'est pas battue depuis 1979 – et d'ailleurs cela ne s'était pas très bien passé. C'est en raison des faiblesses de plus en plus manifestes de la Chine qu'à la différence des scénarios de prospective économique d'il y a 10 ou 15 ans,

ceux d'aujourd'hui sont de plus en plus nombreux à estimer que la Chine ne rattrapera jamais l'Amérique, du moins en ce qui concerne le PIB.

Quant à l'Europe, qui accueillera presque certainement l'Ukraine avant 2050, elle ressemblera à ce qu'elle est aujourd'hui. Ni fédération, ni explosion – les dynamiques fédérales me semblent assez faibles, mais la stabilité intrinsèque du projet européen me semble bien assurée. Ces 20 dernières années, l'Europe a non seulement résisté aux crises mais, au contraire, celles-ci l'ont renforcée, ce qui est plutôt une bonne nouvelle.

Il reste ce que certains appellent le « Sud global », expression que je ne trouve pas pertinente : elle ne recouvre ni unité politique, ni unité économique, ni unité institutionnelle. Cet ensemble disparate, à mi-chemin entre le Groupe des 77 – les pays que l'on appelait « sous-développés » – et le Mouvement des non-alignés – les pays qui refusaient d'appartenir à un bloc – a peu de chances de devenir dans les prochaines 25 années un acteur organisé, encore moins institutionnalisé. Les BRICS, que l'Indonésie et l'Argentine ont refusé de rejoindre, ne sont qu'un club au coût d'entrée très faible – d'où leur succès : quand le coût d'entrée est faible, les candidats se pressent au portillon –, mais sa capacité d'action autonome reste limitée. Ce Sud Global accueillera des acteurs émergents importants – c'est une différence avec la Guerre froide – mais sera essentiellement un espace de compétition, voire de confrontation, entre les deux familles politiques mentionnées, plutôt qu'un sujet.

Si l'on ne peut pas prévoir les guerres, on peut prévoir où elles ont le plus de chances de se produire. Les guerres civiles, par exemple, ont souvent lieu... là où une guerre civile a déjà eu lieu, car là l'État est affaibli. On peut aussi rappeler que les grandes zones de crises et de conflits sont les mêmes depuis 30 ans et parfois depuis plusieurs siècles. On y trouve ce que certains appellent « une hostilité séculaire », comme entre Serbes et musulmans, entre Turcs et Arméniens, entre Grecs et Turcs, entre Juifs et Arabes, entre musulmans et Juifs, entre extrémistes sunnites et extrémistes chiïtes, entre la République islamique d'Iran et l'Arabie saoudite, entre la Russie et la Pologne, la Chine et le Japon, le Japon et la Corée, l'Inde et le Pakistan, la Corée du Nord et la Corée du Sud, l'Inde et la Chine, etc.

On peut donc, sans grand risque de se tromper, estimer qu'au moins certaines de ces rivalités, qui ont suscité des crises et des conflits depuis des décennies, seront encore au cœur de la scène internationale. Ce qui ne signifie pas que ces rivalités perdureront pendant des siècles : si le projet européen n'a guère fait école, il montre toutefois que des soi-disant haines séculaires peuvent se transformer en relations amicales de longue durée.

En guise de conclusion, revenons à la démographie pour nous projeter autant que faire se peut vers la fin du siècle. En 2100, la planète comptera entre 6 et 10 milliards d'habitants selon les modèles et les paramètres utilisés. 6 milliards c'est un peu moins qu'aujourd'hui, 10 milliards c'est un peu plus. Quelques grands pays, tels le

Japon, l'Espagne, la Corée du Sud ou la Thaïlande pourraient avoir perdu plus de la moitié de leur population. La Chine comptera moins de 600 millions d'habitants – soit à peu près ce qu'elle avait en 1949, mais avec autant de retraités que d'actifs. La décroissance démographique est pour l'humanité un saut dans l'inconnu. Personne ne sait, personne ne peut savoir si celle-ci peut être stabilisée. Nous sommes en quelque sorte face à l'équivalent de ce qu'est en astrophysique un trou noir. Cela à un double égard. D'une part, on ne peut voir au-delà de « l'horizon des événements », comme disent les astrophysiciens : on ne peut voir ce futur parce que l'humanité n'a jamais connu quelque chose de semblable. Nous pouvons tout au plus l'imaginer. D'autre part, le principe d'un trou noir c'est qu'on peut y entrer, mais on ne peut pas en sortir. On ne sait pas si l'humanité décroissante pourra devenir une humanité croissante. C'est sur cette perspective assez vertigineuse, il faut bien le dire, que je voudrais conclure.

Questions de la salle

Nicolas Arpagian⁸ : *Le président de la République a parlé de « réarmement démographique ». Est-ce réaliste? À vous écouter, je me demande si un État démocratique peut avoir une politique nataliste à même de correspondre à sa stratégie géopolitique. La progression de la natalité ne dépend-elle pas, en dernière instance, de l'économie? Ma deuxième question concerne les États-Unis. J'ai ressenti chez vous un certain optimisme concernant les États-Unis, mais vous n'évoquez pas l'éventuelle élection de Donald Trump, ce qui serait bon pour l'économie de l'Amérique, mauvais pour sa géopolitique, du moins vu du camp occidental. Ne croyez-vous pas que cela pourrait altérer la ligne plutôt favorable que vous dessinez pour les années à venir?*

Bruno Tertrais : Sur la question du « réarmement démographique », peu importe la pertinence de l'expression. La conclusion prudente que je tire, en tant que

8. Vice-président du Cabinet HeadMind Partners, membre du Conseil d'orientation de l'Institut Diderot

non-démographe, de l'examen approfondi de ces sujets dans un autre cadre, qui est celui de l'Institut Montaigne, c'est que l'enjeu, pour un pays comme la France, c'est de faire coïncider le désir d'enfant avec la réalisation effective de ce désir. Quand on cherche à expliquer le déclin assez rapide de la natalité française, il me semble que les questions matérielles, liées aux revenus et au logement en particulier, l'emportent sur des facteurs dont on parle beaucoup, mais qui ne sont peut-être pas aussi importants, comme la peur de l'avenir, de la guerre, des catastrophes ou du changement climatique. Il y a débat sur le fait de savoir si la réorientation de la politique familiale décidée sous François Hollande a eu un impact important, majeur ou nul sur la natalité. Je serais très prudent là-dessus. Une étude assez intéressante, sortie il y a quelques semaines, semble montrer qu'elle a un peu accéléré le décrochage. En ce qui me concerne, il ne me semble pas que ce que l'on appelle « les leviers classiques de la politique familiale », au sens des allocations par exemple, soient le facteur le plus important. Le non-démographe que je suis est enclin à croire que, sinon pour « réarmer » mais du moins pour stabiliser la situation démographique française, le plus important c'est de disposer d'un logement, de crèches et de gardes d'enfants. Pour ce qui est de Trump, j'ai déjà évoqué la rupture possible du contrat transatlantique sécuritaire. Effectivement, l'élection de Trump peut poser plusieurs types de problèmes. D'abord l'instabilité. Je parie que nous n'aurons pas le nom du prochain président des États-Unis le 6 novembre. Nous ne le connaissons peut-être que début janvier : les contestations dans

un camp comme dans l'autre seront si nombreuses que nous sommes partis pour des semaines de batailles juridiques. Deuxième risque c'est celui d'une contestation des perdants, avec le risque de troubles sociaux importants. Je suis optimiste pour l'Amérique à long terme, mais pessimiste pour l'Amérique à court terme, pour les premiers six mois de l'année 2025. Je ne suis pas sûr que l'élection de Trump soit forcément une bonne nouvelle pour l'économie américaine et mondiale. Je ne suis pas sûr que l'érection rapide et presque réflexive de barrières commerciales, ce que le nouveau président peut décider très vite, soit une bonne chose pour les économies. Il y a aussi le risque d'une rupture de l'OTAN. Si vous avez aimé « Trump I », vous adorerez « Trump II »... Trump II n'aurait rien à voir avec Trump I, et ce qui m'inquiète ce sont les accidents stratégiques majeurs qui pourraient se produire durant son mandat. Je suis plutôt optimiste de manière générale, mais je ne peux pas l'être sur ce scénario particulier.

Jean-Marie Burguburu⁹ : *Dans votre exposé passionnant, vous avez fort peu parlé de l'Europe. Vous avez parlé de son dépeuplement, mais pas de l'Europe politique, puisqu'elle n'existe pas. Vous avez abordé la question de l'Europe d'un point de vue économique, celui du PIB global des pays européens et du nombre de ses consommateurs. Actuellement, en Europe, nous sommes consommateurs de produits venus de Chine ou*

9. Conseiller d'État, président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

des États-Unis, fabriqués sur place ou en provenance de Corée du Sud ou de Taiwan. C'est à ce titre que l'Europe pourrait jouer le rôle d'amortisseur, en quelque sorte, du conflit entre les États-Unis et la Chine, par exemple. Ma question est donc si l'Europe, en dépit de cette dépopulation annoncée et paraît-il inéluctable, peut jouer ce rôle d'amortisseur?

Bruno Tertrais : Le problème de l'Europe c'est qu'elle ne veut pas être entraînée dans une compétition violente entre l'Amérique et la Russie ou entre l'Amérique et la Chine. Toutefois, elle est sommée de choisir son camp. Ma thèse est que nous devons maintenir une alliance prudente et raisonnée avec l'Amérique. Dans les 30 années à venir, la neutralité de l'Europe – ou le non-alignement absolu – serait suicidaire. Je dis bien : une alliance mesurée et lucide avec l'Amérique, qui doit tenir compte des scénarii que nous venons de décrire. Le problème de l'Allemagne, qui se trouve au cœur de l'Europe – je fais ce petit détour, vous allez comprendre pourquoi –, c'est que les trois piliers de son modèle de développement politique et économique depuis 1991, depuis son unification, sont en crise. L'Allemagne avait décidé, dans les faits, que son modèle consistait à importer du gaz de la Russie, à vendre des automobiles à la Chine et à soustraire sa défense par l'Amérique. Ces trois piliers sont ébranlés. Du coup, l'ensemble du modèle européen, qui espérait que l'interdépendance conduirait naturellement à la stabilité voire à la paix, est ébranlé lui aussi. Mais l'Europe s'est réveillée. Je crois que la culture géopolitique bruxelloise est en train de changer. Nous avons compris

que nous sommes dans un monde où les rapports de force comptent. L'enjeu pour nous sera de ne pas nous laisser entraîner dans une guerre froide avec la Chine, menée par l'Amérique, tout en prenant acte du fait qu'à tout prendre, il vaut mieux être du côté de l'Amérique que du côté de la Chine. Pouvons-nous être un amortisseur ? J'en doute. L'urgence en tout cas, pour nous, si nous voulons jouer ce rôle, c'est de bien tenir compte dans toutes nos politiques européennes du fait que nous devons établir un rapport de force avec la Russie et la Chine, mais aussi, d'une autre manière, avec les États-Unis.

Philippe Chalmin ¹⁰ : *Le XXI^e siècle sera donc un siècle de rareté. Pas de matières premières, mais d'hommes. J'ai eu l'occasion de bien connaître Maradi, une ville de foire à la frontière entre le Niger et le Nigéria, qui est un point de surchauffe démographique, une ville dont le commerce, comme celui de toute cette partie d'Afrique, est largement dominé par l'Islam. Cela m'amène à ma question. Je suis un peu surpris que votre exposé ne fasse pas état du fait religieux au XXI^e siècle. On l'élimine ? Ne joue-t-il pas un rôle important en termes démographiques ? La baisse du sentiment religieux n'est-ce pas une explication de la baisse démographique dans un certain nombre de régions ? Dans au moins deux des quatre néo-empires que vous nous avez présentés la dimension religieuse reste importante : en Iran certainement et un*

10. Professeur à l'université Paris Dauphine et président fondateur de CyclOpe.

peu en Turquie. Est-ce un oubli ou avez-vous délibérément écarté un thème dont l'examen nous aurait pris toute la journée?

Bruno Tertrais : Évidemment, je n'en ai pas parlé du tout. Si j'avais présenté les grandes évolutions démographiques d'un point de vue religieux, j'aurais dit que la croissance relative du monde chrétien se poursuivra pendant quelques décennies encore du fait de la croissance de l'Afrique subsaharienne qui, de manière presque mécanique, permet à l'ensemble du monde chrétien de se développer numériquement. J'aurais dit de même que la croissance relative du monde islamique se poursuivra aussi, mais que ni l'une ni l'autre, en soi, n'ont pas forcément, mécaniquement, de conséquences politiques. Or mon propos est sur la géopolitique. Je trouve plus pertinentes les dynamiques religieuses régionales et locales. J'ai parlé de l'interaction entre démographie et sentiment religieux en Israël. On peut parler aussi de la croissance phénoménale de l'évangélisme en Amérique du Sud. Il est difficile d'expliquer Bolsonaro sans prendre en compte l'importance politique de l'évangélisme. La thématique religieuse ne prend son sens géopolitique que de manière régionale et nationale. Vous soulevez une question sur laquelle pas mal de démographes se sont penchés, et la conclusion principale est qu'il faut se méfier d'un lien mécanique entre baisse de la religiosité et baisse de la fécondité. La question de la religiosité cache celle de la tradition et de la modernité, qui est centrale. Autrement dit, une société moins religieuse est plus moderne, mais ce qui explique la baisse de la fécondité ce

n'est pas sa moindre religiosité, mais la modernisation du groupe ou de la société ou du pays. Il est par ailleurs difficile de dire aujourd'hui qu'en soi telle ou telle religion est plus à même de favoriser la procréation.

Claude Habib¹¹ : *Une question de détail, concernant l'Australie : le taux de croissance de la population australienne tourne autour de 1,5-2 % par an ; il est plus élevé, donc, que celui des pays d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord, et comparable à certains pays d'Amérique du Sud ou d'Asie. Je voudrais savoir s'il y a une hypothèse à même d'expliquer cette bonne santé démographique. Ma deuxième question concerne la baisse de la fertilité en France. Si les femmes font des enfants en moyenne à 31 ans et que leur fécondité baisse à partir de 28 ans, on ne doit pas s'étonner que notre démographie diminue. Je crois que les mesures politiques envisagées sont terriblement égalitaires, toutes les femmes logées à la même enseigne. Or la capacité d'avoir un enfant se situe entre 18 et 40 ans et les sujets concernés n'ont pas les mêmes besoins ni les mêmes désirs. On peut désirer s'arrêter à un certain moment. On peut désirer plus de loisirs ou plus d'activité. Je trouve que ces mesures qui vont toujours dans le sens de l'égalisation sont un peu mal taillées.*

Bruno Tertrais : Je ne vais pas beaucoup commenter votre dernier thème, qui me semble sortir du cadre strict de mon intervention d'aujourd'hui. Deux choses pourtant.

11. Professeur émérite à l'Université Sorbonne-Nouvelle.

Effectivement, quand on cherche les raisons statistiques de la baisse de la fécondité, on prend en compte le nombre de femmes en âge d'avoir un enfant, l'âge moyen à la maternité, etc. Tous ces paramètres sont importants. Il se trouve qu'en France, comme dans la plupart des sociétés modernes, l'âge moyen de la maternité a tendance à augmenter. Mais ce n'est pas le seul critère qui entre en ligne de compte. Le chiffre de la natalité dépend aussi du nombre de femmes qui ont des enfants. Le congé parental est une question que je connais mal. Je me contente de dire que dans une politique dite familiale, à part les mesures visant à permettre aux femmes et aux hommes d'avoir le nombre d'enfants désirés, il y a aussi des mesures dites de justice sociale, que je ne commenterai pas. Sinon, je ne crois pas que l'Australie soit décrite dans une de mes planches comme une grande puissance démographique, d'un dynamisme démographique particulier. Concernant ce pays, il ne s'agit pas d'augmentation de la fécondité, mais d'une augmentation de la population due essentiellement à l'immigration. Au vu des tendances actuelles, l'Australie restera dynamique du point de vue de l'immigration.

André Comte-Sponville : *Je voudrais revenir à la démographie. Il y a recul de l'âge moyen de la première grossesse. Il y a aussi un deuxième trait que vous n'avez pas évoqué – mais ce n'est pas un reproche. Les médecins nous disent que du côté des hommes, le nombre de spermatozoïdes est en baisse. Les femmes enfantent de plus en plus tard et les hommes ont de moins en moins de*

spermatozoïdes. Il y a un vieillissement de la population ; or ce sont les jeunes qui font des enfants, d'où le thème d'un « trou noir démographique ». J'ai été frappé par cette image forte et inquiétante. Les gens de ma génération ont grandi dans la hantise de ce qu'un livre appelait « la bombe P » : la bombe de la population. Nous avons le sentiment que la population allait s'accroître indéfiniment, que nous serions 20, 30, 40 milliards et que ce sera la catastrophe par surpopulation. Vous avez montré que c'est l'inverse qui est vrai. Nous sommes entrés dans un processus de dépopulation – d'où l'image du trou noir ! La vraie question c'est comment s'en sortir. Une population qui fait de moins en moins d'enfants vieillit, et plus elle vieillit, moins elle fait d'enfants. Vous avez évoqué le dernier Sud-coréen qui mourrait dans 700 ans. En gros, le dernier Japonais aussi. Le dernier Italien ou le dernier Espagnol – je dis cela à la louche – mourrait dans 900 ans. Sans immigration, le dernier Français disparaîtrait peut-être dans douze cents ans, je n'en sais rien, mais l'idée que l'humanité puisse disparaître par réduction de la natalité, cela bouleverse complètement l'image du monde que l'on avait il y a 50 ans. Reprenant l'image du trou noir, pensez-vous que nous pouvons en sortir ?

Bruno Tertrais : Après des décennies d'astrophysique où il pensait qu'il est absolument impossible que quoi que ce soit puisse sortir d'un trou noir, Stephen Hawking nous a fait savoir que certaines particules peuvent sortir d'un trou noir. Alors peut-être que nous pourrions sortir, nous aussi, de ce trou noir démographique. Mon propos consiste à dire que nous n'en avons pas l'expérience. Il y a

deux choses dont nous n'en avons pas l'expérience, mais dont on parle beaucoup : la décroissance démographique et la guerre nucléaire, deux thèmes qui m'intéressent pour des raisons différentes. On peut dire que la guerre nucléaire est une manière d'accélérer la décroissance démographique, mais c'est un autre sujet ! Je ne suis pas sûr d'avoir la capacité de disserter sur la décroissance du nombre de spermatozoïdes chez les hommes, mais je crois comprendre que même s'il y a quelque chose qui se passe effectivement, on n'a pas les statistiques nécessaires, sur la très longue durée, pour en établir avec certitude l'ampleur – pardon, je vous fais la lecture du journal car je ne suis pas un spécialiste de la fertilité ! Néanmoins, il me semble que l'accompagnement, voire parfois le traitement contre l'infertilité, qui permettent de reculer l'âge de la procréation, sont quand même plus importants qu'ils ne l'étaient il y a 30 ou 40 ans. Il y aura peut-être une compensation. Mais je préfère abandonner un sujet qui va bien au-delà de mes compétences immédiates.

Jean de Kervasdoué¹² : *Dans votre exposé, vous n'avez pas évoqué l'évolution de l'espérance de vie dans différents pays. Vous avez parlé du solde démographique, mais vous n'avez pas parlé du différentiel d'espérance de vie. Pouvez-vous nous en dire un mot ?*

Bruno Tertrais : L'espérance de vie à la naissance continue d'augmenter dans la majorité des pays du monde.

12. Professeur émérite au Conservatoire National des Arts et Métiers.

C'est une des raisons pour lesquelles la décroissance démographique se fait plus lentement qu'on pouvait le supposer. Cela contribue, bien sûr, au vieillissement de la population. Il me semble que l'on parle un peu trop légèrement de certains petits accidents statistiques de l'espérance de vie dite « en bonne santé ». Il y a une dizaine d'années, l'espérance de vie « en bonne santé » – un indicateur dont la construction est discutable puisque c'est du « ressenti » – avait un peu baissé en France. On n'en parle plus puisqu'elle remonte. Bien souvent, les bonnes nouvelles sont masquées par les mauvaises. Mais globalement, actuellement en France on n'est pas dans une décroissance de cet indicateur. En revanche, pour certains pays comme les États-Unis, l'espérance de vie au sens classique est une préoccupation parce qu'une catégorie de la population – les hommes jeunes en milieu périurbain – est extrêmement affectée par la crise des opiacés, un véritable fléau social dont on peut toutefois considérer qu'il n'a pas, sur la population américaine, un impact à même d'infléchir la courbe.

Jean de Kervasdoué : *Il y a une très grande variation de l'espérance de vie entre les différents pays, or l'espérance de vie est une manière de lire la politique de ces pays, notamment aux États-Unis, puisque les gens qui vivent le moins vieux au monde ce sont les habitants du Niger et les Indiens américains. L'espérance de vie des Indiens américains est de 66 ans, c'est-à-dire la même que celle des Nigériens, alors qu'en France nous avons dépassé les 80 ans pour les hommes. L'espérance de vie évolue différemment dans différents pays, ce qui a un impact sur la*

population mondiale, puisque même dans un pays aussi pauvre que le Niger l'espérance de vie est de 66 ans alors qu'en France, en 1800, elle était de 35 ans. C'est donc une manière de lire la politique interne des pays. Aux États-Unis, certains États ont la même espérance de vie, toutes populations confondues, que l'Algérie mais celle des Noirs américains n'est même pas de 70 ans.

Bruno Tertrais : Je complète votre propos en rappelant qu'effectivement, il y a plusieurs types d'espérance de vie : espérance de vie à la naissance, espérance de vie aux différents âges de la vie, etc. L'espérance de vie de certains groupes sociaux n'est pas la même que celle d'autres groupes. Les Indiens d'Amérique sont extrêmement touchés par l'alcool et les stupéfiants. Le problème de l'espérance de vie est un problème majeur pour la démographie russe, que monsieur Poutine n'a pas totalement réussi à renverser. Donc oui, c'est un problème qu'il faut aborder de manière différenciée selon les pays.

Luc Malatre¹³ : *Ma question est en prolongement de celle que vous venez de traiter, et concerne l'accroissement de l'espérance de vie. Il s'agit des conséquences du report de la cessation d'activité. En quelle mesure les projections économiques où l'on voit un ralentissement de la croissance économique mondiale dans les 30, 40 ou 50 années à venir, ne sont-elles pas faites en partant du*

13. Professeur de management à Coventry University.

principe que tout le monde partira à la retraite à 65 ans, sans tenir compte du fait qu'il y a, dans certains pays, une tendance à partir de plus en plus tard?

Bruno Tertrais : Je serai très prudent sur ce sujet que je connais assez mal. Ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'orientation des retraites, je me suis aperçu que les projections sont très sensibles aux variations de certains paramètres. L'idée que partout dans le monde les gens partiront à la retraite de plus en plus tard, à des âges bien supérieurs à ceux de nos parents ou de nos grands-parents, ne me semble pas totalement acquise. Je préfère ne pas trop en dire sur ce sujet qui va au-delà de mes compétences et qui d'ailleurs ne me semble pas au cœur de notre sujet de géopolitique.

Raphaël Hadas-Lebel ¹⁴ : *Je veux prolonger le débat sur le problème du Sud global et de l'importance de l'aspect religieux. Cette semaine, aux États-Unis, les musulmans du Michigan ont fait pression sur le président Biden pour qu'il modifie sa politique à Gaza, la rendre moins favorable à Israël et plus favorable aux musulmans. Si Biden veut gagner l'État du Michigan, cette problématique reviendra sur le tapis jusqu'à la fin de l'année. Ce n'est pas fondamental mais c'est un élément assez significatif de l'évolution de la politique étrangère des États-Unis.*

14. Président de section honoraire au Conseil d'État.

Bruno Tertrais : Oui, mais ce n'est pas à cause du fait religieux. Je m'explique. On savait déjà que l'élection de novembre se jouera dans quelques États clés et que dans ces États certains électeurs favorables à Biden il y a quatre ans, ne le sont plus aujourd'hui. Il est évident que la guerre de Gaza peut avoir un impact local, qui lui-même pourrait avoir un impact national. À mon sens, il est un peu trop tôt pour dire que Biden est en train de perdre les élections à cause de ses positions sur Gaza. Le fait est qu'il y a dans le Michigan une partie de ceux qu'on appelle aux États-Unis « les Arabes américains », très mobilisés sur Gaza, déçus par la politique de Biden, lesquels, aux prochaines élections, s'abstiendront ou voteront Trump. Ce n'est généralement pas par conviction religieuse, mais par sympathie ou empathie avec le peuple palestinien. Voilà pourquoi je ne crois pas que le fait religieux soit central dans cet aspect de la politique américaine, que vous mentionnez à juste titre. J'ajoute que les Arabes américains ne sont pas tous musulmans.

Bernard Fialaire¹⁵ : *En ce qui concerne la Turquie, quels sont les facteurs d'immigration et d'émigration au Proche Orient et, du coup, quel est le poids démographique de la Turquie entre l'Europe, la Russie et le Proche Orient ?*

Bruno Tertrais : La Turquie est un cas particulier. Membre de l'OTAN, elle se veut une passerelle entre

15. Sénateur du Rhône.

l'Europe et l'Asie, le Nord et le Sud, etc. La grande question est de savoir ce que sera la Turquie après Erdoğan. Est-ce que la logique néo-impériale va perdurer après lui? Je n'ai pas de réponse. Je pense que le système dit de l'AKP va s'effondrer après Erdoğan. Est-ce suffisant pour que le nouveau nationalisme turc, promu par Erdoğan, disparaisse? Je ne le crois pas. Il en restera toujours quelque chose. Cette idéologie est aussi portée par un autre parti, plus radical, le MHP. Les ambitions turques en Syrie, en Méditerranée orientale et dans le Caucase seront peut-être moins affirmées, mais elles demeureront. Après Erdoğan, le néo-impérialisme de la Turquie sera peut-être plus bénin mais ne disparaîtra pas. Pour ce qui est de la démographie turque, ces dernières années, l'importance du pays comme carrefour migratoire a gagné en importance du fait de la guerre en Syrie. Cela a eu un impact politique puisque l'accueil des Syriens soulève de vrais problèmes dans certaines villes turques. Le fait de venir d'un pays frère et d'appartenir à une population sœur, ce n'est pas une raison pour être bien accepté. Ces immigrés restent des étrangers. La population syrienne en Turquie pourrait devenir ce qu'a été la population afghane au Pakistan, c'est-à-dire des millions de personnes qui s'installent dans votre pays pendant des dizaines d'années. Je serais surpris que cette migration ne provoque pas des troubles dans certaines zones de la Turquie.

Ijjou Belkacem ¹⁶ : *Vous avez abordé rapidement le problème de l'urbanisation, d'où ma question : quid des grandes agglomérations, des grandes métropoles qui concentrent des populations importantes? Vous avez évoqué le cas de l'Érythrée, cette partie de la Corne de l'Afrique où sévit depuis longtemps un conflit endémique. Quid des populations concentrées dans ces grandes agglomérations au Mexique, en Amérique latine en Asie, aux Philippines, ailleurs en Afrique et en Europe? Que pensez-vous aussi des phénomènes similaires qui ont lieu plus près de nous, en région parisienne?*

Bruno Tertrais : La question de l'exode rural touche tous les continents et désormais à peu près tous les pays. C'est un phénomène presque consubstantiel à l'évolution des sociétés humaines depuis plusieurs siècles, et ça va probablement continuer. Je voudrais juste vous faire remarquer qu'en Occident, nous avons une perception souvent extrêmement négative du bidonville, de ces quartiers et parfois des villes entières de baraquements de tôles et de briques. Néanmoins, les spécialistes de ces régions attirent souvent notre attention sur le fait que dans certains pays on vit mieux dans un bidonville qu'à la campagne. Les sociétés occidentales modernes ont idéalisé la vie en zone rurale, mais pour un certain nombre de régions le bidonville n'est pas forcément un recul, notamment pour ce qui est de l'alimentation, des services sanitaires, de la socialisation, de l'accès à un cer-

16. Conseil aux entreprises et aux structures financières, Aphametrics Advisory.

tain nombre de services, même si tout cela reste très rudimentaire. Bref, vivre dans un bidonville peut conduire à une amélioration de votre niveau de vie. Par ailleurs, le bidonville peut aussi offrir des opportunités pour en sortir et s'insérer dans la zone urbaine. Il ne faut pas voir seulement le côté négatif des bidonvilles. Ils peuvent être perçus aussi comme réellement positifs. Ils offrent des opportunités sociétales et apportent une relative amélioration du confort matériel.

André Comte-Sponville : *J'ai une dernière question, qui vous permettra de conclure. Vous avez évoqué la possibilité d'une catastrophe géopolitique majeure, un conflit entre deux grandes puissances, voire une guerre nucléaire. Pour éprouver votre optimisme, je voudrais vous interroger sur la probabilité, grande ou petite à vos yeux, d'un tel conflit armé, et même d'une guerre nucléaire.*

Bruno Tertrais : Le fait de n'avoir pas eu de guerre ouverte entre les grandes puissances depuis 1945 est quelque chose d'assez exceptionnel au regard de l'histoire des trois ou quatre derniers siècles. Je fais partie de ceux qui, après examen, considèrent que la dissuasion nucléaire a joué un rôle majeur et peut-être principal dans cet état de fait. Bien sûr, un nouveau conflit est toujours possible. La question est celle de la probabilité relative. À mon sens, un conflit direct entre les États-Unis et la Chine a aujourd'hui une probabilité très faible, mais qui n'est pas nulle. Il me semble, en revanche, que la probabilité de l'emploi de

l'arme atomique a toujours été exagérée. Dans les années 1950, 1960 et 1970, des sondages express demandaient régulièrement aux spécialistes quel est, à leur avis, le délai jusqu'à la prochaine guerre nucléaire. La majorité des analystes pensaient que cette guerre aurait lieu dans 5, 10 ou 20 ans. À ce sujet, il me plaît de citer mon regretté ami Thomas Schelling, prix Nobel d'économie en 2005, spécialiste de la théorie des jeux et des interactions stratégiques. Dans son discours prononcé à cette occasion, Thomas Schelling a parlé pendant une heure et demie de ce qui lui paraissait miraculeux, à savoir que de 1945 à 2005, l'arme atomique n'avait jamais été employée. Avec le recul, on se rend compte que ce n'était pas gagné d'avance. Et nous avons maintenant vingt ans de plus pour attester cette idée. Souvenons-nous à quel point nous étions pessimistes pendant la Guerre froide. Cela me conduit à un optimisme relatif. À mon sens, à l'échelle des deux derniers siècles, la probabilité d'un conflit direct entre grandes puissances n'a jamais été aussi faible, même si elle est, en termes relatifs, plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 15 ans. Comme je viens de sortir un livre justement sur cette question, nous aurons peut-être l'occasion d'en parler lors d'une prochaine conférence.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poirinral

-
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations franco-russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiïtes et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
 - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
 - Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
 - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
 - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
 - Données personnelles : pour un droit de propriété ?
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
 - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
 - Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
 - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.
Jean-Philippe Hubsch
 - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - Le Royaume-Uni après le Brexit
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
 - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
 - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
 - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française
Gérard Longuet
 - L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
 - Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
 - L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
 - Construire l'économie de demain - Jean Tirole
 - L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
 - La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
 - Les trois utopies européennes - Francis Wolff
 - L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia
 - Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières ?
Philippe Chalmin

- Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
- L'avenir du féminisme - Caroline Fourest
- Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury
- Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com - Nicolas Arpagian
- Comment manager la génération Z ? - Pascal Broquard
- Les dangers du « wokisme » - Jean-François Braunstein
- La dépression, mal du siècle ? - Hugo Bottemanne
- L'avenir du posthumanisme ou les limites de l'humain - Jean-Michel Besnier
- Transgenres et conséquences : Les transitions juvéniles et la responsabilité des adultes - Claude Habib
- Devenir transclasse : comment échapper aux destins déjà écrits ? - Chantal Jaquet
- Re-considérons le travail - Sophie Thiéry
- La droite en France - David Lisnard
- Le Moyen-Orient en 2050 - Jean-Pierre Filiu
- L'économie du bonheur - La croissance rend-elle les individus heureux ? - Claudia Senik
- L'énergie en 2050 - Marc Fontecave
- La spiritualité en 2050 - Frédéric Lenoir
- L'Asie en 2050 - Valérie Niquet

Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique
et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un « enjeu pluriel » pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddine Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique
Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden

- Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les biotechnologies végétales - Georges Freyssinet
- L'avenir de la gauche française - Renaud Dely

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallentini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualazzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy
- L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley
- Santé - Évolutions mondiales, problèmes français - Jean de Kervasdoué

Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé

Choc démographique et choc des empires. Quel monde en 2050 ?

En Europe, le vieillissement de la population entame la puissance et l'influence du continent. En Chine, il met en péril la croissance économique et la stabilité sociale du pays. En Russie, la guerre accroît une crise démographique sans précédent.

À l'inverse, en Afrique, la croissance démographique rapide amplifie les tensions sociales, environnementales et politiques, pendant qu'augmentent les migrations vers l'Europe et les autres pays développés.

Les bouleversements démographiques à venir constituent-ils une menace pour la paix mondiale et l'équilibre de notre planète ?

Nous entrons en tout cas dans une nouvelle ère, explique Bruno Tertrais, et ce paramètre démographique est au nombre de ceux qui vont transformer la géopolitique mondiale, tout comme l'émergence des néo-empires et le raidissement de l'affrontement sino-américain : « La tectonique des plaques géopolitiques s'est remise en mouvement. Les néo-empires sont sortis de leur sommeil et contestent l'ordre international. La Chine et la Russie veulent leur revanche contre l'Occident, et refaire le monde à leur image. La guerre des mondes a commencé ».

Afin de débattre de ces questions essentielles, notre invité nous fait l'amitié de se prêter au jeu des questions-réponses, sans détour ni esquivé.

Bruno TERTRAIS



Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) et expert associé à l'Institut Montaigne auteur de plus d'une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels *La Revanche de l'histoire* (2017), *Le Choc démographique* (2020), *Pax atomica ? : Théorie, pratique et limites de la dissuasion* (2024) publiés aux éditions Odile Jacob et *La Guerre des mondes : Le retour de la géopolitique et le choc des empires* publié aux Éditions de L'Observatoire (2023).



La présente publication ne peut être vendue.



ISBN 978-2-494240-29-2



9 78 2494 240292
ISSN 2496-4948 (en ligne)
ISSN-2608-1334 (imprimé)